

Mépris de classe et guerre contre les pauvres : c'est avec le capitalisme qu'il faut en finir !

À écouter les députés qui débattent du budget, ce serait nous, celles et ceux qui font tout tourner dans cette société, qui serions la cause de tous les maux : les travailleurs bénéficieraient des largesses du système de santé, les retraités se la couleraient douce au lieu de crever au boulot, les consommateurs seraient responsables du saccage de la planète. Les riches et les patrons, eux, ne demanderaient qu'à créer de l'emploi, alors même qu'ils licencient en masse. Pas question qu'ils contribuent, même symboliquement, au bouclage du budget !

Shein : un arbre dans la forêt capitaliste

Personnalités de la mode et du luxe, politiciens du PS, macronistes, d'extrême droite, mais aussi du PCF et des Verts, défilent pour dénoncer l'enseigne chinoise de vente en ligne Shein qui a ouvert une boutique dans le BHV à Paris.

Shein est emblématique du pire de la société capitaliste : exploitation brutale des salariés, production d'articles jetables de mauvaise qualité désastreux pour l'environnement, vitrine pour des contrefaçons dangereuses et même des produits pédopornographiques... Tous les moyens sont bons pour dégager des profits !

Mais aux yeux des politiciens et des capitalistes qui ont monté cette cabale, Shein a surtout le tort d'être un concurrent chinois dans la guerre commerciale. Décathlon ou Uniqlo exploitent des esclaves ouïghours, Total pille et pollue des pays entiers en Afrique et en Asie – les patrons français ont les mêmes méthodes que leurs homologues chinois, mais ils voudraient se faire passer pour des victimes !

Guerre sociale contre les pauvres

Comble de l'hypocrisie, plusieurs politiciens, dont des proches de la maire de Paris, Anne Hidalgo, qui s'habille avec des vestes Dior à 3000 euros pièce, ont lancé le collectif Une autre mode est possible (Uamep) qui prétend sensibiliser les consommateurs aux bonnes pratiques. Idiots que nous sommes d'acheter des vêtements pas chers !

Les mêmes se préparent à voter un budget pour nous faire les poches. Farandou, le ministre du Travail et

ancien PDG de la SNCF, propose de supprimer la prime de Noël aux bénéficiaires du RSA qui n'ont pas d'enfants : « *La générosité qu'on a connue pendant des décennies est peut-être arrivée à son terme* » dit-il. Et maintenant, au nom de la lutte contre le surendettement, un projet vise à « encadrer » les découverts bancaires !

Le RN c'est Macron en pire

Ces provocations contre les classes populaires s'accompagnent comme d'habitude de mesures démagogiques contre les étrangers : remise en cause des APL, durcissement de l'obtention et du renouvellement des titres de séjour. Le gouvernement reprend toutes les mesures du Rassemblement national. Ce qui n'empêche pas l'extrême droite d'en rajouter, en présentant un budget contenant encore plus de mesures contre les pauvres et les travailleurs et encore plus d'attaques racistes.

Face au mépris de classe : en finir avec l'exploitation !

Le grand patronat épuise les hommes et la nature, il est le donneur d'ordre des politiciens racistes et le commanditaire des guerres de rapine pour les ressources partout dans le monde. Mais il ose faire la morale à ceux qui produisent ses profits ! C'est nous qui travaillons, cela devrait être à nous de décider quoi produire et comment, dans le respect de l'environnement. « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* » disait Karl Marx, dès les débuts du mouvement ouvrier. Seules les luttes collectives permettront d'en finir avec l'exploitation et les oppressions qu'elle charrie.

Stop aux économies sur notre dos

En gare basse, alors que des recrutements sont prévus, la direction évoque la suppression des primes de formation pour certaines équipes. Les agents qui formeront les nouveaux collègues embauchés ne toucheront pas la prime. La direction justifie cette mesure par la nécessité de « faire des économies », des économies qui se font toujours sur les salaires, les primes et les effectifs des cheminots, jamais sur la rémunération des DET ou des dirigeants du groupe.

La direction fait monter la tension

La grève du Service Électrique continue et s'étend même à d'autres régions. Face au mouvement, la direction a choisi la punition collective : les grévistes passent en 2x8 à partir d'aujourd'hui. La boîte espérait que cette menace allait les faire renoncer à leurs 59 minutes de grève par jour. C'est l'inverse qui s'est produit puisque de nombreux collègues ont décidé d'être en grève totale cette semaine. C'est la meilleure des réponses.

Père fouettard

Au TCB la direction pourrait nous enlever les 24€ pour le repas de Noël en équipe. Comme toujours c'est à nous qu'on demande de serrer la ceinture pendant que la SNCF fait des profits faramineux.

Variable d'ajustement

Au TCB c'est devenu un rituel : quand les ponts (qu'on nous a forcé à poser) approchent, on a le droit au défilé des chefs pour trouver des volontaires pour quand même venir bosser. Par contre quand on se plaint du manque d'effectif et des conditions de travail on peut toujours se brosser.

Oups !

Farandou, notre ancien PDG désormais ministre, s'est pris les pieds dans le tapis et a laissé un joli cadeau à son successeur. En déclarant que l'activité TGV n'avait rien à voir avec du service public, il a fait germer une idée : pourquoi dès lors serions-nous soumis à la loi sur le service minimum et aux DII ? Deux inspecteurs du travail, sollicités par la CGT et SUD, ont conclu qu'imposer les DII au TGV n'a aucun fondement légal. De quoi nous donner des idées pour les prochains mouvements sociaux ?

Transfert de la lutte

Cinq mois après le transfert des collègues de la région PACA à Transdev, le premier préavis de grève vient d'être posé. La colère des usagers avait déjà fait grand bruit dans les journaux, maintenant voilà celle des cheminots qui s'exprime. Que se soit à la SNCF, dans ses filiales ou dans d'autres boîtes du privé, les cheminots mènent les mêmes combats.

Le travail tue

Le 28 octobre dernier, un travailleur d'une entreprise sous-traitante de la SNCF a perdu la vie sur un chantier près de Thann, écrasé par une benne à béton. En attendant les conclusions de l'enquête, ce drame rappelle la réalité trop fréquente des accidents mortels au travail. En 2023, 811 personnes sont mortes du fait de leur activité professionnelle, un chiffre en dessous de la réalité puisque les travailleurs non déclarés ou indépendants ne sont pas comptés. Bien souvent, ce sont les économies faites au détriment de la sécurité et l'organisation du travail pour la recherche d'un profit maximum qui produisent ces tragiques accidents. Ce système nous exploite sans limite : nous organiser pour le combattre est vital.

Imposer l'interdiction des licenciements est vital

Après l'usine de l'aciériste Novasco, c'est maintenant Mahle-Behr et Allgaier qui vont fermer en Moselle, avec chacune près de 200 emplois menacés, toutes sous-traitantes pour le secteur de l'automobile qui s'effondre. Dans le même coin, Logifare (logistique) prévoit de supprimer une centaine de postes : la quasi-totalité du site. Et à Obernai, c'est Hager Group (installations électriques dans le BTP) qui envisage de supprimer 90 postes. Ces entreprises dans la région anticipent les grandes réorganisations industrielles à venir, notamment dans l'automobile, et suivent le modèle des grands groupes qui réorganisent la production et licencient massivement pour satisfaire leur actionnaire en continuant à engranger des profits colossaux. Ce qu'il manque, c'est une riposte collective à la hauteur. Si les ouvriers de ces entreprises menacées parvenaient à se coordonner, à unir leurs luttes avec tous les travailleurs frappés par les licenciements dans le pays, alors nous serions en mesure d'imposer aux patrons nos revendications, à commencer par l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

Sarkozy, prison « quatre étoiles » ?

Après d'innombrables aller-retours au tribunal pour l'ensemble de son œuvre, Sarkozy a bel et bien dormi 3 semaines en prison, non sans un traitement privilégié. Malgré la surpopulation carcérale à La Santé, il était seul dans un 10 m² tout équipé, avec un dispositif de sécurité qui empiète encore plus sur les conditions des autres détenus, qui s'entassaient déjà souvent à 3 par cellule. Le « laxisme » de la justice, fantasmé par CNews, ne s'applique que pour les puissants. Pourtant, Sarko coche toutes les cases : multirécidiviste, criminel d'État et ami des terroristes. Aucune larme versée de notre côté. Car sans abandonner nos convictions anti-carcérales, c'est ce deux poids, deux mesures qui nous insupporte.